

Renforcement des relations France-CGIAR

Le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche a accueilli dans ses locaux, 78 rue de Varenne à Paris, la 11ème réunion du Conseil directeur du CGIAR (ExCO 11) qui s'y est déroulée les 17 et 18 octobre derniers.

A cette occasion, les relations France-CGIAR ont pu être renforcées et renouvelées.

En témoignent les événements organisés le 17 octobre après midi, au cours d'une manifestation parallèle à l'ExCO 11, à l'invitation du ministre de l'Agriculture et de la Pêche, Dominique Bussereau et de Katherine Sierra, présidente du CGIAR et vice présidente de la Banque mondiale dont les trois événements suivants méritent d'être soulignés.

La Table ronde « Face aux mutations de l'agriculture mondiale : quelles réponses de la recherche agronomique internationale? »

Introduite par Denis Despréaux du ministère chargé de la recherche, secrétaire exécutif de la Commission de la recherche agricole internationale (CRAI) et représentant la France au CGIAR, la table ronde a permis de rassembler quatre intervenants qui ont été présentés par les deux modérateurs de la Table ronde, Michel Petit professeur à l'Institut agronomique méditerranéen de Montpellier et Francisco Reifschneider directeur du CGIAR. Michel Petit a successivement présenté Christian de Boissieu professeur d'économie à l'Université de Panthéon Sorbonne et président du Conseil de prospective européenne et internationale pour l'agriculture et l'alimentation du ministère de l'Agriculture ainsi que Bernard Bachelier directeur de la Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde (FARM). Christian de Boissieu a mis en évidence comment les débats actuels entre économistes se plaçaient sous le double sceau de la pertinence des modèles et de la prise en compte des processus d'innovation et de changements technologiques. Citant notamment les prévisions 2020 de l'IFPRI, les modèles de l'INRA et les travaux de Michel Griffon, Christian de Boissieu a également souligné combien les économistes agricoles et ruraux étaient pionniers en matière de prospective. Bernard Bachelier a mis en lumière le rôle clé joué du renforcement des partenariats public-privé pour relever le défi alimentaire et le défi écologique auquel le monde est confronté. Il a mis en valeur comment l'action de la Fondation FARM s'attachait à prendre en considération ces enjeux au Nord aussi bien qu'au Sud.

Présentant les deux orateurs suivants, Henri Carsalade ancien directeur adjoint de la FAO et président du Board de l'ICRISAT ainsi que Joachim Voss directeur de l'Alliance des Centres internationaux de recherche agricole du CGIAR, Francisco Reifschneider a remercié les autorités françaises et les représentants du ministère de l'Agriculture pour avoir rendu possible la tenue des différentes manifestations liées à l'ExCO 11 et s'est félicité du lancement, ce jour, de la publication «La France et le CGIAR : des résultats pour la recherche agricole internationale », qui constituait à ses yeux une étape importante dans l'histoire des relations entre les deux systèmes de recherche. Henri Carsalade a rappelé la singularité de la France qui dispose d'un système de recherche à la fois national et international avec l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), le Centre international de recherche agronomique pour le développement (CIRAD), le Centre national du machinisme agricole, du génie rural, des eaux et des forêts (CEMAGREF) et l'Institut de recherche pour le développement (IRD). Henri Carsalade s'est réjoui des rapprochements internes en cours tout autant qu'au niveau

international avec la signature de la lettre d'accord entre les organismes de recherche français et le CGIAR en se déclarant engagé dans ce processus en tant que Président d'Agropolis Montpellier et de la nouvelle organisation de la CRAI. Joachim Voss a indiqué l'effort de coordination entrepris par les quinze Centres internationaux de recherche agricole au sein de l'Alliance des Centres et marqué l'intérêt de programmation de recherche conjointe avec les instituts de recherche avancée, notamment avec la France pour mieux répondre à la mission du CGIAR de qui est de renforcer la sécurité alimentaire, de faire reculer la pauvreté et de protéger l'environnement dans les pays en développement grâce à la recherche scientifique et aux activités connexes dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage, de la sylviculture, des pêches, des politiques et de la gestion des ressources naturelles.

A une question sur le rôle des médias pour un tel événement traitant de questions scientifiques pour la recherche agronomique de demain, qui dans certains pays mobiliseraient de nombreux de journalistes de presse et de télévision, la réponse apportée par les intervenants a été bien que se soit regrettable, en l'état, la pratique prévalait que les médias grands publics ne s'intéressaient vraiment aux débats scientifiques qu'en cas de crise majeure.

Les interventions officielles et le lancement de la publication « La France et le CGIAR : des résultats pour la recherche agricole internationale »

Philippe Etienne, directeur général de la coopération internationale et du développement du ministère des Affaires étrangères, s'est félicité du renforcement des relations entre la France et le CGIAR qui va se concrétiser par la signature d'un accord ce jour, pour s'attacher aux tâches de grandes ampleur auquel le monde est confronté, comme le doublement de la demande alimentaire d'ici à 2050 ou encore la gestion des ressources renouvelables de la planète de façon économiquement et socialement durable. Rappelant l'appui apporté par le ministère des Affaires étrangères au CGIAR, sans discontinuer depuis sa création en 1971 et son soutien aux nouveaux programmes comme le programme mondial pour l'eau et l'alimentation, Philippe Etienne a annoncé que des mesures financières nouvelles seront mises en place dès 2007 au bénéfice du CGIAR.

Katherine Sierra, présidente du CGIAR et vice présidente de la Banque mondiale a rappelé le partenariat fructueux et de long terme qui unit la France et le CGIAR, en terme de soutien financier mais aussi en matière scientifique, technique et d'orientation. Soulignant que l'agriculture est un secteur clé dans la plupart des Pays en développement, Katherine Sierra a noté avec intérêt que la part de l'aide au développement consacrée à l'agriculture par l'Union européenne s'est accrue pour s'établir à 3,3% de l'ensemble de l'aide en 2004. Concernant le CGIAR, Katherine Sierra a observé que le budget 2006, en augmentation, était estimé à 489 millions de dollars et que le programme de réforme engagé allait dans le sens d'une plus grande efficacité et responsabilité en permettant la simplification des procédures, le renforcement de la mobilisation de la science au service du développement et l'ouverture à de nouveaux partenariats. Appelant de ses vœux le renforcement de la recherche agricole au service du développement, elle a souligné que le livre « La France et le CGIAR : des résultats pour la recherche agricole internationale », qui était rendu public à l'occasion de la présente manifestation, témoignait de l'importance des partenariats scientifiques France-CGIAR, ouvrage collectif composé de plus de 40 articles réalisés par plus de

130 auteurs et coauteurs et portant sur des domaines aussi fondamentaux que la gestion à long terme des ressources génétiques.

Michel Fuzeau, directeur de cabinet du ministre de l'Agriculture et de la Pêche Dominique Bussereau, a souligné l'importance des enjeux auxquels est confrontée la recherche agronomique internationale et l'engagement renouvelé de la France dans ce domaine qui se manifeste à la fois dans les acquis des partenariats scientifiques décrits dans le livre France-CGIAR qui est rendu public et remis aux participants de la réunion ce jour, et pour l'avenir, avec la signature de la lettre d'accord avec les organismes de recherche français et le CGIAR. Michel Fuzeau a indiqué que du point de l'appareil français de recherche, la signature de la lettre d'accord arrivait à un moment opportun. L'offre française de recherche agronomique, en effet, est en train de se consolider en vue d'une meilleure lisibilité et d'une efficacité accrue notamment à l'international. C'est ainsi que l'INRA et le CIRAD ont amorcé un processus de rapprochement en association avec le CEMAGREF et en cohérence avec la création d'une agence de moyens au sein de l'IRD. En clôturant les interventions, Michel Fuzeau a souligné combien l'ensemble de ces éléments définissait un cadre renouvelé et stimulant pour le renforcement des partenariats avec le CGIAR.

La signature de la lettre d'accord entre les organismes français de recherche et le CGIAR.

A la suite, les représentants des organismes français et du CGIAR, à savoir, Patrick Lavarde directeur du CEMAGREF, Patrice Debré président du CIRAD, Marion Guillou présidente de l'INRA et Jean François Girard président de l'IRD ainsi Francisco Reifschneider directeur du CGIAR et Joachim Voss directeur de l'Alliance des centres ont ensuite paraphé l'accord qui les unit.

La lettre d'accord prévoit la mise en œuvre de programmes communs en matière de recherche, de formation et de prospective. Un comité de suivi de l'accord, constitué paritairement de représentants français et du CGIAR, est chargé d'établir des propositions en vue de la rencontre d'ores et déjà arrêtée en février 2007.